

Pour CCAP ?

1.5 CONFIDENTIALITE - SECRET DE LA DEFENSE NATIONALE ET PROTECTION DES INFORMATIONS SENSIBLES

Pour les lots 3 lots, aucune opération classifiée n'est prévue, cependant certains documents classés Diffusion Restreinte (DR) pourront être consultés dans le cadre de la réalisation des dossiers administratifs.

En application des articles R123-2 et R123-44 du code de l'Environnement et R 421-8 du code de l'urbanisme, des installations même non classifiées pourront faire l'objet d'une exemption d'enquête publique.

Les données des dossiers, jugées sensibles, seront traitées conformément à l'instruction du Gouvernement du 12 septembre 2023 relative à la mise à disposition d'informations potentiellement sensibles pouvant faciliter la commission d'actes de malveillance dans les ICPE.

Le responsable de projet et l'équipe projet désignées par le prestataire pour traiter le dossier devront impérativement respecter les règles de l'IGI 1300 du 09/08/2021 sur la protection du secret de la défense nationale, de l'IM 900 du 15/03/2021 relative à la protection du secret et des informations diffusion restreinte et sensibles et l'II 901 du 28/01/2015 relative à la protection des systèmes d'information sensibles.

Il en est de même du personnel des laboratoires ou organismes appelés à procéder aux analyses et contrôles des prélèvements effectués dans ces installations.

2.1.2 Conduite générale de la mission

1.1.1.1 Généralités

Pendant toute la durée des prestations, le titulaire doit respecter les règles de sécurité et avoir le souci de créer le moins de gêne possible vis-à-vis des déplacements et de l'activité sur le site.

Le titulaire est tenu de se conformer au code du travail pour prendre toutes les mesures de prévention concernant les travaux ou prestations de services effectués dans un organisme du ministère en charge de la défense par une ou plusieurs entreprises extérieures.

L'inspection du travail compétente est l'inspection du travail du ministère des armées (CGA/ITA).

1.1.1.2 Organisation et obligation de la maîtrise d'ouvrage

La maîtrise d'ouvrage est organisée sous forme d'une équipe projet définie à chaque commande et constituée :

- Du pétitionnaire ou son représentant, et de son chargé d'environnement du pétitionnaire,

- Du responsable de site ou chef d'emprise,
- Des représentants de la maîtrise d'ouvrage de l'ESID :
 - Chef USID, chef PMO ou Chef PCO,
 - Du chargé d'affaire de l'ESID (en USID, PMO ou PCO),
 - Du conseiller environnement de l'ESID.

Compte tenu de la responsabilité contractuelle liée au marché, les interlocuteurs principaux en mesure de s'engager pour le représentant du pouvoir adjudicateur sont :

- Soit le chargé d'affaires de l'ESID de RENNES (en USID, PMO ou PCO) ;
- Soit le représentant de la maîtrise d'ouvrage de l'ESID (chef USID, chef PMO ou Chef PCO).

Les autres membres de l'équipe projet sont des interlocuteurs secondaires. Tout changement de portage, décision ou validation devra en conséquence être entériné par les interlocuteurs principaux pour être pris en compte dans le cadre du marché.